

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?939-Gilets-jaunes-reponses-aux>



Gilets jaunes : réponses aux objections du désordre établi

- Nos textes - Analyses -

Le mouvement des gilets jaunes

Première partie

Surgissement populaire et démocratie directe en germe

Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2018



Brochure n° 24 *Lieux Communs* Décembre 2018

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°24 « **Le mouvement des gilets jaunes** »
Surgissement populaire et démocratie directe en germe

http://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=IMG/png/couv24-2.png&taille=300&1621970989

Elle sera bientôt en vente pour 3 Euros [dans nos librairies](#). Les achats permettent notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Elle est intégralement téléchargeable [dans la rubrique brochures](#)

Sommaire :

- [Introduction : la révolution précipitée](#)
 - * [« Gilets jaunes » : la démocratie directe en germe ? \(Tract\)](#)
 - [Le mouvement des « gilets jaunes » \(Synthèse\)](#)
 - Réponses aux objections du désordre établi (Argumentaire) à€” ci-dessous
 - [Le piège des réseaux sociaux \(Analyse\)](#)
 - [Tentations révolutionnaires et risque de chaos \(Analyse\)](#)
 - [« Une révolution sans révolutionnaires » ? \(Émission radio\)](#)
 - [Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles \(Exposé\)](#)
 - [« Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire » \(Émission\)](#)
 - [Quatrième de couverture](#)
-

Le mouvement des « gilets jaunes » bouscule toute la société française. Il suscite des réactions, des commentaires, des réserves, des arguments qu'il faut recevoir, discuter et réfuter.

Quelques réponses, ci-dessous, à quelques-unes de ces objections qui entretiennent le désordre établi qu'il faut abattre et empêchent de regarder en face la crise actuelle, ses enjeux colossaux et obstruent l'avenir alors qu'il est plus ouvert que jamais.

- **La méthode du blocage ne serait pas légitime**

Le blocage s'impose lorsque la grève est rendue impossible ou inopérante à cause des manoeuvres patronales, des sabotages syndicaux ou de l'absence de poste fixe ou d'impact (étudiants, chômeurs, retraités, précaires, artisans, salariés de PME, etc.). C'est précisément la situation des « gilets jaunes ».

D'un point de vue politique, on peut considérer un blocage comme pleinement légitime lorsqu'il permet l'expression d'une majorité silencieuse, qu'il est mené au nom de l'intérêt collectif et est appliqué avec discernement. C'est bien

entendu le cas du mouvement en cours, très largement soutenu par toute la population, formulant des revendications qui concernent *rigoureusement tout le monde* et filtrant des points de circulation depuis des semaines avec un bon sens et une retenue admirable.

Les actions elles-mêmes font l'objet d'une évolution tactique remarquable : d'une simple obstruction sur les routes, la contestation est passée à des filtrages en s'adaptant à la contrainte policière, à la gratuité des péages puis à l'obstruction de grands commerces, des entrepôts des entreprises, de dépôts de carburants, et enfin d'institutions étatiques (préfectures, centres des impôts), multipliant par ailleurs les actions diverses (sabotage, murage, etc), entraînant une situation insurrectionnelle. L'opposition à la « gêne » engendrée est donc clairement une opposition de fond au mouvement populaire qui se déploie.

- **Il y aurait des incidents sur chaque blocage et les manifestations seraient toutes violentes**

Ce qui est surprenant c'est plutôt que tout se passe si bien au vu de la situation.

Il faut comprendre le rapport de force : depuis le 17 novembre, il s'agit d'au moins un demi-million de personnes exaspérées réparties sur des milliers de sites, ne se connaissant pas les unes les autres, souvent très inexpérimentées, improvisant des actions potentiellement risquées totalement auto-organisées, sans aucune couverture institutionnelle (partis, syndicats, associations...) et insultées jusqu'il y a peu par toute la bien-pensance médiatique. De l'autre côté des conducteurs peu avertis au début, ne supportant pas le dérangement de leur quotidien, au volant de leur « liberté » motorisée, et le tout dans un pays traversé de multiples et profonds clivages et tensions sociales, politiques et, de plus en plus, ethno-religieuses.

À cette aune, le bilan, malgré des morts et des blessés tous accidentels, est quasiment miraculeux, alors que des altercations violentes ont eu lieu, massivement à l'initiative des automobilistes. Il montre, avant tout, le pacifisme obstiné, la bienveillance et le sens des responsabilités propres aux milieux populaires tels qu'on a pu les observer ailleurs, lors du soulèvement tunisien de 2011 ou des révolutions passées. Il montre aussi, et c'est loin d'être négligeable, la connivence des forces de l'ordre avec les contestataires.

Quant aux violences lors des manifestations, la stratégie gouvernementale de la provocation, du laisser-faire et de l'infiltration pour discréditer les contestataires est rodée depuis longtemps. Fait nouveau : elle échoue et même alimente maintenant le mouvement.

- **Ce serait un mouvement d'extrême-droite**

C'est l'argument qui, depuis trente ans, permet de discréditer n'importe quel adversaire politique. Et c'est aujourd'hui la rhétorique honteuse employée par le gouvernement et qui sonne comme un appel criminel à la guerre civile.

Rien ne permet de qualifier ainsi le mouvement des « gilets jaunes » : ni sa composition, ni ses slogans, ni ses symboles, ni ses pratiques, ni son histoire, ni ses revendications... Ni même les incidents exceptionnels et isolés, montés en épingle à dessein, ni la présence de quelques groupuscules et pas plus le profil des « porte-paroles » éphémères et vaguement autoproclamés. Et encore moins leur sang-froid à peine croyable face aux agressions verbales et physiques des automobilistes, où les « minorités visibles » sont loin d'être absentes.

Par contre, il est évident que ce mouvement réintroduit massivement la question sociale et ses revendications de justice et d'égalité *pour tous* à l'intérieur d'un cadre national, compris comme seul espace existant où peut s'étayer aujourd'hui une solidarité effective, une souveraineté collective et une identité commune. Ces positions contrarient frontalement *toutes* les politiques menées depuis trente ou quarante ans, qui visaient à diviser les luttes sociales en

conflits de corporations et de lobbys, et à scinder les populations en communautés mises en concurrence. Les « gilets jaunes » sont donc une critique implacable et *en acte*, du modèle « multiculturel », c'est-à-dire de la gestion ethno-religieuse de la société qui s'est imposée sans jamais avoir été discutée. Ils annoncent la fin de la complaisance médiatique, politique, judiciaire et du financement massif sous couvert de « diversité » du séparatisme musulman, du racisme communautaire, de la délinquance et de la néo-immigration massive, qui poussait à tous les amalgames et à la partition du pays puisqu'en regard, la « France profonde » et populaire restait invisible, systématiquement qualifiée de « moisie », « nauséabonde », raciste, arriérée, homophobe, illettrée, etc. Elle prend la parole aujourd'hui.

On comprend donc que ce mouvement déclenche la haine de tout le gauchisme culturel et de ses clients.

- **Ils ne se battraient que pour leur confort et leur niveau de vie**

Au vu de la forme exceptionnelle du mouvement des « gilets jaunes » et de l'évolution de ses revendications, cet argument n'est plus tenu que par ceux qui n'ont, eux, aucun problème de confort ni de niveau de vie ou de ceux-là, et c'est pire, qui s'identifient aux dominants en refusant de se reconnaître dans ce mouvement populaire.

Pourtant tous les mouvements populaires dans l'histoire, y compris les plus remarquables, ont toujours démarré à partir de revendications spontanées portant sur des mesures très concrètes du quotidien, pour étendre progressivement la critique à l'ensemble de l'organisation sociale (seul Mai 68 a suivi une évolution exactement inverse). C'est bien souvent le découragement, la récupération ou la répression qui interrompt ce processus lorsque le désir et la culture populaire l'a enclenché.

Le mouvement des gilets jaunes suit exactement la même évolution : parti d'une pétition contre la taxe sur les carburants, il a rapidement élargi ses revendications à l'ensemble des taxes appliquées sur le territoire, aux impôts et aux bas salaires, bref à la « vie chère » en général. Immédiatement, c'est l'incurie gouvernementale qui est remise en cause, reliée explicitement à des décennies de mesures politiques et sociales successives qui ont construit une situation inégalitaire et injuste. Finalement, c'est toute la politique budgétaire de l'État qui se trouve rejetée, tout autant que le travail des oligarques (médias, députés, ministres, président) et leurs privilèges indus. Aujourd'hui c'est le principe même de la représentation politique qui est attaquée (appels à des « assemblées populaires », ou « citoyennes », etc) et le *pouvoir du peuple* qui s'affirme, à mesure que le mouvement tente de s'organiser lui-même selon des principes intuitifs de démocratie directe.

Les « revendications » disparates qui se formulent aujourd'hui (30 novembre) traduisent *un désir de transformation sociale et politique* de la totalité de la société française sans verser dans aucune idéologie identifiable, ce qui les prive de toute cohérence *a priori* mais offre une occasion inédite de redéfinir une orientation politique globale.

- **Ils refuseraient d'entendre parler de l'urgence écologique**

Ce reproche récurrent montre une incompréhension profonde de la nature du mouvement, qui est bien plus qu'une simple jacquerie, un ras-le-bol ou un mécontentement de consommateurs frustrés, mais surtout une ignorance terrible des enjeux de l'écologie politique.

La dégradation de cette dernière pendant les dernières décennies a suivi le naufrage du gauchisme, accompagnant ses lubies tout en délaissant la question sociale. Pourtant il est absolument évident qu'*il ne peut y avoir d'écologie politique sans justice sociale* : on ne peut demander aux classes inférieures des restrictions qui ne s'appliquent pas aux dominants. La sobriété écologique s'apparenterait alors à l'austérité économique pour les milieux populaires, sans qu'aucune solution réelle ne vienne entraver la destruction des écosystèmes, l'épuisement des ressources ou l'attrition énergétique. Pire : l'écologie ne serait plus perçue que comme une idéologie venant légitimer un

fonctionnement social inique, et c'est *exactement* ce qui se déroule sous nos yeux. Dans ces conditions, il est clair que les milieux populaires ne peuvent que rejeter l'« écologie » prônés par les riches et les médias qui se réduit à une « austérité pour les autres ».

Il appartient maintenant aux véritables écologistes de faire valoir une authentique politique écologique, qui ne peut que faire valoir une diminution de la consommation individuelle et collective *qu'à condition d'obtenir une véritable égalité des conditions, voire des revenus*. Il est donc question d'un changement profond de la direction de nos sociétés - et c'est cela, la « transition écologique » - et ce n'est que dans un processus hautement démocratique et égalitaire que la catastrophe écologique pourra être traitée et qu'il sera possible d'affronter lucidement la peur panique engendrée par la fin inéluctable de la société de consommation.

- **Ce serait un mouvement confus**

Tout mouvement populaire spontané, c'est-à-dire non encadré et non endoctriné, est toujours plus ou moins désordonné : il révèle à la fois le foisonnement du peuple et son entrée dans les territoires inconnus de la pratique et de la réflexion politique. Le rêve d'une surrection « parfaite » (et aux yeux de qui ?) est un délire hygiéniste qui ignore la réalité quotidienne des « petites gens ».

Mais c'est précisément cette indétermination des « gilets jaunes » qui les rend inassimilables à un simple poujadisme ou à une révolte anti-fiscale ou à *quoi que ce soit de programmé à l'avance*, de déjà vu. Le caractère hétéroclite des revendications, certaines contradictoires, montre le bouillonnement qui est en train de s'enclencher et la demande de discussions réelles et d'élaboration collective pour trouver une issue. Elle montre que ce mouvement peut accoucher d'une multitude de situations, imprévisibles.

Cette « confusion » montre donc que rien n'est écrit et que le « populisme » est un mot qui ne dit pas grand chose : le mouvement des « gilets jaunes » peut s'orienter vers la recherche d'une véritable souveraineté populaire dans la grande tradition révolutionnaire comme déboucher, à terme, sur un pouvoir autoritaire et démagogue, élu ou putschiste. Son destin n'est pas écrit, et il dépend autant des premiers concernés que de tous ceux qui refusent de le rejoindre au nom d'une « pureté » très idéologique qui ne peut que les condamner à la bonne conscience solitaire et stérile.

- **Le mouvement ne serait pas organisé démocratiquement**

Aucun mouvement spontané n'est organisé « démocratiquement » : le premier principe organisateur est alors l'action, c'est-à-dire l'efficacité du point de vue des participants. Ce n'est que dans un second temps, lorsque qu'il s'agit de s'inscrire dans la durée que des bilans sont tirés, des débats contradictoires apparaissent, et des décisions doivent être prises par la discussion que le groupe se structure consciemment, s'institutionnalise et mûrit.

Le mouvement des « gilets jaunes » s'achemine vers ce moment extrêmement délicat, quoi qu'il arrive. La plupart des initiatives similaires durant le XXe siècle s'y sont perdues : le souffle enthousiasmant du début retombe au contact de ces difficultés, confiant le pouvoir à quelques-uns et la collectivité en lutte se hiérarchise, se bureaucratise, divisant les gens entre ceux qui décident et ceux qui exécutent ou, plus récemment, entre un petit noyau de leaders actifs et une masse de suiveurs. C'est évidemment ce qu'espèrent et ce à quoi travaillent tous ceux qui veulent leur disparition en tant que mouvement subversif, gouvernement, partis et syndicats en premier lieu, et en second toutes les organisations instituées.

L'enjeu, considérable, des « gilets jaunes » aujourd'hui est donc de parvenir à trouver les principes d'une auto-organisation réfléchie, c'est-à-dire d'une structuration interne pleinement démocratique qui permette de démultiplier et de concerter les actions. De multiples indices montrent qu'ils s'engagent dans cette voie, alors même

que s'ouvre grand le piège de la « consultation », de la dé-médiatisation, de la récupération, de l'infiltration ou du sabotage des réseaux sociaux. Qu'ils parviennent, sur le moyen terme, à monter des myriades de groupes autonomes fonctionnant en assemblées, coordonnées entre eux à toutes les échelles, capables de contrôler leurs délégués, participants toutes à l'élaboration de la direction générale du mouvement (organisation, actions, discours, principes, etc.) et, surtout, capables de rendre fertiles les contradictions qui les traversent, et ils auront tout simplement *et quoi qu'il advienne* posé les bases d'un nouveau régime possible, une démocratie directe.

- **Ils n'auraient aucun débouché politique**

Il n'existe, de toute manière, aucun débouché politique d'aucune sorte, avec ou sans « gilets jaunes »... Nos sociétés sont entrées dans de multiples impasses dont personne - *rigoureusement personne* - ne possède les clefs. Si chacun dans son domaine, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'immigration, de la politique, de l'agronomie, de la diplomatie, de l'art ou de la guerre, peut s'alarmer de la régression dans laquelle nous nous enfonçons, très peu de gens sont susceptibles d'en faire la synthèse et aucun n'a de réelle solution, puisque tout se tient et dépend d'une multitude de facteurs.

Il s'agit d'une véritable *crise de civilisation*, qui ne peut être affrontée que par des délibérations générales et tous azimuts, étendues au plus grand nombre possible. Ce n'est certainement pas des « gilets jaunes » que vont sortir un nouveau chef infaillible ou une idéologie inoxydable, et ce n'est pas ce qu'ils cherchent. Mais c'est de leur révolte que peut jaillir une prise de conscience générale de ce qui nous attend dans les décennies à venir, et l'envie de se retrousser les manches.

D'un point de vue global, le seul débouché politique du mouvement des « gilets jaunes » est la reconstitution d'une conscience politique au sein de la population, et cela passera par l'affermissement, l'enracinement et la structuration de leur mouvement sur le moyen terme, indépendamment de toutes les décisions et mesures politiques ou sociales à venir, y compris l'organisation de nouvelles élections, quelles qu'elles soient, ou l'instauration d'un nouveau régime.

- **Ils vont provoquer la guerre civile**

C'est le chantage du pouvoir, depuis longtemps déjà, instrumentalisant les énormes tensions qui s'accumulent à toutes les échelles. L'avènement d'une période d'affrontements plus ou moins violents semble, là aussi, difficilement évitable dans l'état actuel des choses. C'est plutôt le moment de ce déclenchement et les lignes de front qui seront décisives quant à son intensité, sa durée et son issue.

Si le mouvement populaire perdure et s'étend en suivant sa ligne actuelle, il y aura bien entendu réaction des milieux oligarchiques. Mais les forces de répression auxquelles ils font déjà appel, police et armée, ne leur sont plus aussi acquises que par le passé, *ce qui est une nouveauté absolue* en France depuis au moins un siècle. Autre nouveauté, beaucoup plus lugubre : le recours possible à une répression « à l'orientale », *fût-ce en laissant faire*, en utilisant une communauté contre une autre. C'est évidemment tout le réservoir de violence et de brutalité qui gît dans les milieux du banditisme, dans une partie des populations immigrées, principalement en banlieue, animées par le ressentiment post-colonial et biberonnées aux doctrines de l'extrême-droite musulmane, à l'offensive depuis des décennies et bénéficiant de soutiens internationaux. Cette perspective cauchemardesque n'est malheureusement plus une simple spéculation, et le rapport de force nous sera de moins en moins favorable au fil des basculements démographique à l'oeuvre et du morcellement du territoire. Il faut l'anticiper et devancer les manoeuvres qui visent depuis des décennies déjà à semer la confusion et à provoquer un chaos que les puissants surplomberont.

Dans la continuité du mouvement actuel la ligne de clivage ne peut, ni ne doit être, ni territoriale, ni religieuse, ni ethnique (« raciale »), *mais bel et bien politique*. Par leur lutte, les « gilets jaunes » renouent avec le meilleur de l'histoire de l'Occident en général et de la France en particulier, reprenant la visée d'auto-gouvernement et

d'émancipation pour tous et toutes. Nous auront alors en face de nous tous les pillards, profiteurs et prédateurs qui fourmillent du sommet de l'État aux bas-fonds et refusent que le peuple poursuive l'histoire de ce pays en y opposant leurs intérêts économiques ou politiques, et leur opportunisme communautariste ou religieux.

Lieux Communs

29-30 novembre 2018